

Plaidoyer

Contre l'accaparement des terres agricoles.

Une des conséquences désastreuses de la « nouvelle mode des agrocarburants » et des conséquences de l'augmentation des prix suite à la crise alimentaire de 2008 est la ruée sur les terres agricoles, un phénomène qui touche de plus en plus de pays en voie de développement disposant de réserves de terres, comme le Bénin. Quatre études ont été réalisées depuis 2009 pour tenter de cerner l'ampleur du phénomène au niveau national dont la première en Novembre 2009 en collaboration avec le CCFD et avec une équipe de consultants dans la Commune de Djidja.

Suite à la large diffusion des résultats de cette étude trois autres ont été lancés en 2010 dans les communes de l'Ouèsse, d'Allada et de Djougou, ces deux derniers avec la collaboration de la SNV et dans le cadre de la PNOPPA.

Selon les enquêtes réalisées à Djidja et à Ouèsse par Synergie Paysanne en collaboration avec un cabinet de consultant une estimation de la superficie totale des terres ayant fait l'objet d'une transaction donne environ 45,82% de toutes les terres cultivables dans la commune de Djidja depuis 2006 et de 48,20% dans la commune de l'Ouèsse depuis 2005.

Deux autres études ont été réalisées dans les communes d'Allada, et de Djougou par le SNV où la tendance a été partout à la hausse. Plusieurs cas de prospection ont révélé des acquisitions allant jusqu'à 10.000 ha de terres. La crise économique et la crise alimentaire sont des raisons générales qui ont favorisé la tendance partout dans le monde mais au Bénin d'autres facteurs poussent également vers l'accentuation du processus. En effet la politique gouvernementale très favorable aux investissements et la réforme foncière accélérée sans les conditions indispensables au préalable ne font qu'aggraver le phénomène.